
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 24/3 (1997)

DOI: 10.11588/fr.1997.3.61037

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

sable du mythe de l'intégration rapide développé à partir des années cinquante, mythe que cette étude relativise très clairement.

Malgré ces péripéties, Schraut dresse un bilan globalement positif au tournant des années 1949-50. Les réfugiés et expulsés d'origine allemande sont juridiquement assimilés et sont soumis aux mêmes droits et aux mêmes devoirs que leurs compatriotes autochtones. Les familles sont pour la plupart d'entre elles regroupées et vivent généralement dans des logements privés au confort toutefois inférieur à ceux des populations d'origine. Même si le chômage demeure plus important parmi les réfugiés que parmi les citoyens de souche, une très grande partie d'entre eux peut être considérée comme intégrée économiquement. L'égalité des droits, juridiquement garantie, offre rapidement aux nouveaux citoyens la possibilité de participer au processus de décision des nouveaux Länder et de la RFA naissante, même si leur volonté de se grouper en force politique autonome leur est longtemps refusée. Si l'assimilation juridique, sociale et économique semble donc avoir réussi, grâce notamment à l'aide économique américaine très importante à compter du 1949 – ce qui fait dire à l'auteur que le miracle de l'intégration est un «miracle subventionné» –, l'assimilation culturelle demeure incomplète en 1950. Ainsi, malgré les succès, le terme «réfugié» reste, dans les communes du Wurtemberg-Bade, un terme péjoratif voire injurieux que l'ont prononce sous cape à l'encontre d'une population dont les exigences sont jugées menaçantes pour les biens et les positions sociales des populations locales. En conclusion, l'auteur ne manque pas d'établir un parallèle intéressant avec la situation actuelle caractérisée par la venue de nouvelles populations de l'Est.

Au total, cette importante thèse fondée sur l'exploitation méthodique de sources américaines et allemandes et sur une imposante bibliographie présente deux intérêts majeurs: elle passe au crible les intentions et les actions de la puissance américaine d'occupation et enrichit ainsi la connaissance de la politique allemande des États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale; elle met en lumière un plan important de l'histoire sociale mais aussi administrative et politique de l'Allemagne du Sud-Ouest. Tout en remettant en cause un certain nombre d'idées véhiculées par les témoins directs américains et reprises dans l'historiographie allemande, elle constitue un apport fort utile à l'histoire de la reconstruction socio-économique de Wurtemberg-Bade entre 1945 et 1949.

Claude LORENTZ, Strasbourg

Winfried MÜLLER, *Schulpolitik in Bayern im Spannungsfeld von Kultusbürokratie und Besatzungsmacht 1945-1949*, München (R. Oldenbourg) 1995, VII-319 p. (Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte, 36).

À la lecture de cet ouvrage on voit la célèbre formule «In Bayern gehen die Uhren anders» confirmée par de nombreux exemples. Certes, l'objectif de l'auteur n'est pas de mettre en lumière les traits originaux voire «folkloriques» de la Bavière, mais de faire connaître le résultat de recherches exhaustives, à partir des archives allemandes et américaines, sur la politique de l'occupant américain dans le domaine de l'éducation en Bavière. Il se trouve cependant que les tensions entre les occupants et les responsables allemands de ce secteur de la zone américaine qui sont au centre de l'ouvrage ne seraient pas les mêmes, dans le fond ni dans la forme, si l'on observait Francfort au lieu de Munich. Il faut reconnaître qu'avec sa stature, Alois Hundhammer donne au genre historiographique une dimension quasiment épique. C'est avant tout à lui que la réforme de l'enseignement secondaire de l'«école moyenne» (Mittelschule) et de la formation des instituteurs, la refonte des manuels scolaires, l'affaire des châtiments corporels et le débat sur la re-confessionnalisation du système scolaire doivent leurs péripéties.

Le lecteur l'aura compris, on peut lire cet ouvrage, qui présente pourtant toutes les garanties de sérieux, comme un roman de cape et d'épée. Dans le rôle du héros, Alois Hundhammer, né en 1900, fils de paysan qui a fait des études, et qui tout «Herr Doktor» qu'il est, ouvre en 1933 une échoppe de cordonnier après que son activité au sein du parti bavarois du peuple (BVP) l'aura envoyé à Dachau. Revenu aux affaires en 1945 après une période de captivité, il devient rapidement un des ténors de la CSU naissante, à côté de Franz-Josef Strauß et de Josef Müller dit «Ochsensepp». Il se distingue par une barbe spectaculaire, son patriotisme vieux-bavarois, son conservatisme à tout crin, son romantisme religieux (comment traduire «Herrgottswinkelromantik»?). Veillant de façon intransigeante aux bonnes mœurs de ses concitoyens, il ne recule pas devant la censure d'un ballet («Abraxas»), et ne se laisse pas impressionner par l'accusation d'être «demeuré» sur le plan culturel. En 1950, ses 50 ans seront fêtés en grande pompe, en présence des dignitaires de l'Église catholique et de la CSU.

La même année cependant, il est évincé du Kultusministerium, et les voix qui s'élèvent contre lui sont nombreuses. Ces voix viennent de camps qu'il dédaigne – SPD, FDP, mais aussi les groupements d'instituteurs bavarois – qui se sont vu imposer pendant 5 ans une politique scolaire et éducative contraire à leurs espérances. Si Hundhammer, comme son ami et protecteur le cardinal Faulhaber, peut se flatter d'avoir aux yeux des Bavarois une image de résistant (résistant à l'occupant, en l'occurrence), il la doit aussi à son refus obstiné d'admettre le changement – que certains de ses concitoyens au contraire attendaient comme une «renaissance». Tous n'appréciaient pas cette sorte de *Kulturkampf*, cette ambiance de forteresse assiégée – la forteresse n'étant rien moins que la «culture occidentale», mise en péril par les projets de réforme des Américains dans le domaine éducatif.

Les Américains eurent affaire à forte partie, qui alliait une résolution inébranlable à un sens tactique très fin, qui sut varier les moyens pour ne réaliser à peu près aucune des réformes qu'ils demandèrent, et qui pouvait s'appuyer sur un allié que les occupants voulaient ménager, l'Église catholique. Quand les Américains exigèrent du gouvernement bavarois un projet de réforme du système éducatif qui tienne compte de leurs directives, destinées en particulier à mettre en œuvre la rééducation, il fallut plusieurs rappels à l'ordre pour obtenir finalement un texte qui émanait de l'entourage immédiat du cardinal Faulhaber. Les motifs de désaccord entre Hundhammer et son camp d'une part, et les Américains, d'autre part, étaient nombreux; ils allaient de la mixité des élèves au principe d'une «école unique» (Einheitsschule), à laquelle Hundhammer opposait la tradition du Gymnasium et de la sélection précoce des élèves doués (Begabtenauslese). Dans tous les cas, la solution préconisée par Hundhammer était le retour à l'avant – 1933, mais en occultant les débats et innovations des années vingt; en fait, c'est un retour au XIX^e siècle que Hundhammer cherchait à réaliser.

La politique américaine visait deux objectifs: en même temps que la «rééducation» de la jeunesse allemande, la modernisation du système éducatif allemand. Marquée d'abord par un certain esprit missionnaire, cette politique ne suit pas une ligne continue. Il faut en effet distinguer entre trois phases: 1) l'improvisation de l'immédiat après-guerre; 2) l'application d'une ligne officielle élaborée à Washington en matière de rééducation, à partir des éléments rapportés d'Allemagne par une commission d'experts des questions d'éducation dirigée par George F. Zook, et répercutée par des directives en janvier 1947, qui cherche à imposer la mise en place de réformes; 3) une réorientation en 1948, les Américains renonçant à toute politique volontariste pour se consacrer à une politique culturelle fondée sur un programme d'échanges et l'ouverture de centres de documentation. Même dans la deuxième période, les occupants n'ont guère tenté d'imposer qu'une réforme contre la volonté de Hundhammer: celle de la formation des instituteurs. Celle-ci était revenue automatiquement, après 1945, au système de «primaire

supérieur», qui distinguait les instituteurs bavarois de leurs collègues des autres régions allemandes par plusieurs aspects. Ils n'avaient pas l'Abitur, et de ce fait, ne pouvaient prétendre à aucune autre fonction que celle d'instituteur. Les Américains considéraient les contenus de la formation des instituteurs bavarois comme insuffisante et rétrograde, comme non démocratique et dommageable la ségrégation entre le corps des professeurs, de formation universitaire, et les instituteurs. Pour Hundhammer en revanche, il s'agissait de préserver la symbiose géographique et sociale de l'école et du village (plutôt la classe unique au village qu'une école de regroupement »à la ville«, où les enfants se rendraient en car; le maître d'école proche des paysans dont il est issu, etc.), qui ne résisterait pas si les instituteurs bénéficiaient d'une scolarité prolongée et d'une formation universitaire. Il fit son possible pour empêcher la réforme que les occupants, en accord avec certains milieux politiques et éducatifs bavarois, cherchèrent à imposer: ce différend provoqua une remise en question de l'existant, mais la recherche d'une solution acceptable par toutes les parties concernées dura une dizaine d'années. Il faut rappeler le rôle que joue dans ce différend la reconfessionnalisation de l'école: l'instituteur n'assurait pas seulement l'enseignement religieux, il devait encadrer les élèves aux offices, recollections, pèlerinages etc., et l'ensemble de son enseignement devait être conforme aux positions de l'Église – c'est là une dimension de la politique culturelle en Bavière que les Américains mirent du temps à comprendre.

La thèse de Müller, que son ouvrage illustre parfaitement, nous servira de conclusion: dans le domaine éducatif, en Bavière, les occupants n'ont obtenu des résultats que dans les domaines où leurs projets concordaient avec les traditions et les intérêts des Allemands et où ils pouvaient compter sur leur coopération.

Monique MOMBERT, Strasbourg

Monique MOMBERT, *Sous le signe de la rééducation: Jeunesse et Livre en Zone Française d'Occupation (1945–1949)*, Strasbourg (Presses Universitaires de Strasbourg) 1994, 232 S. (Les Mondes Germaniques).

Insbesondere durch die voranschreitende Erschließung der in den Colmarer »Archives de l'Occupation Française en Allemagne et en Autriche« verwahrten Akten hat sich bekanntermaßen die zeitgeschichtliche Forschung in zahlreichen Publikationen und Projekten der französischen Nachkriegspolitik zugewandt und schon sehr früh den herausragenden Stellenwert der Kulturpolitik betont. Da die in der NS-Diktatur sozialisierte deutsche Jugend eine besondere Zielgruppe der Politik der »rééducation« darstellte und dabei dem Buch eine wichtige Rolle zukam – »de préparer l'avenir en orientant les esprits de la jeunesse allemande dans un sens favorable à la France« – untersucht die an der Universität Straßburg entstandene Studie diese beiden Bereiche und schildert zunächst – ausgehend von den einschlägigen Direktiven – die zwischen Kontrolle und Kooperation oszillierende Politik gegenüber der Jugend und verdeutlicht die auch in diesem Bereich erkennbaren, teils administrativ, teils ideologisch motivierten Konflikte innerhalb der Besatzungsbehörden. Außerdem wird mit positiver Bilanz die Zulassung der Jugendorganisationen ebenso dokumentiert wie die zunächst auf der Ebene der Jugendgruppen und Universitäten stützenden deutsch-französischen Begegnungen, auch wenn dabei die Widersprüche der allgemeinen Besatzungspolitik nicht verhehlt werden: »Quand le discours dit démocratie, amour de la paix, liberté, les pratiques montrent démontages, célébration des haut faits militaires français, par les texts et les films, régime d'arbitraires.« (S. 73)

Angesichts der Auseinandersetzungen zwischen der Besatzungsmacht und der katholischen Kirche um die Konfessionsschulen verblüfft, wie gleichzeitig die Gründung katholischer Organisationen erleichtert wurde und diese eine größere Autonomie genossen als an-